

Voilà des constatations. Voilà des faits véridiques. Non pas des opinions... ni des croyances

Cette mise au point constitue une mise en garde. Pourquoi continuer à favoriser les hausses de salaire des travailleurs ou les hausses des intérêts et dividendes des Capitalistes et des Banquiers si nous persistons à jouer toujours sur le dos des plus petits Citoyens de notre valeureuse population, de ceux qui, pères et mères de famille, consentent encore, malgré une situation économique intenable, à préparer toute la future génération des prochains Adultes Producteurs qui assurent la survie et la prospérité du Canada?

A l'heure actuelle, le Gouvernement est placé de façon très aiguë et frappante devant deux cas de base, où son Autorité est appelée à faire un choix décisif, choix qu'il aurait dû faire depuis longtemps, mais qu'il ne peut plus retarder, pour aucune raison ou prétexte valable.

Le Gouvernement du Canada est la plus haute Autorité de tout le Pays du Canada sur toutes les Institutions, sur tous les Corps Publics, sur tous les Pressure Groups, sur tous les Corps Intermédiaires, sur toute les 8 Banques à Charte, sur toutes les 800 plus grandes Compagnies, surtout celles qui font plus de \$1 million de profits nets par année.

1 Banque du Canada, 8 Banques à Charte, 800 Grandes Compagnies à la Bourse ou non, qui ont à leur tête pour la plupart un ou des Directeurs des 8 Banques à Charte. Voilà la Haute Finance, voilà la Haute Direction économique du Canada. Voilà le Champ d'Action des Grands Administrateurs du Canada.

1 Banque du Canada; 8 Banques à Charte, 800 Compagnies. Voilà le grand centre de toute la Direction économique du Canada.

Ou bien ces Gens sont responsables, ou bien, ils ne le sont pas. Ou bien ces Gens gouvernent et planifient toute l'activité économique du Canada, ou bien, ils ne gouvernent et ne planifient pas, mais une chose est certaine, tous ces Gens sont placés sous la Direction du Ministre des Finances du Canada, sous la Direction du Gouverneur Général en Conseil, c'est-à-dire, du Gouverneur Général avec tout le Conseil des 26 Ministres du Canada.

Voilà l'Autorité Suprême au Canada. Voilà où il faut se ramasser, si l'on veut frapper quelque part pour exiger des réformes administratives ou réclamer des réajustements impératifs d'urgence.

L'AUTORITÉ SUPRÊME NE PEUT PAS ÊTRE ANONYME, IRRESPONSABLE.

Or, ce Gouvernement, cette Autorité Suprême, ce Gouverneur Général en Conseil doit bientôt permettre deux hausses appréciables dans les revenus du Travail et dans les revenus du Capital. Il s'agit du déplafonnement du taux d'intérêt de 6 p. 100 sur les prêts des 8 Banques à Charte, d'un côté du Capital, et de la hausse des salaires des Employés des Postes, du côté du Travail.

Même si le Gouverneur en Conseil, avec ses 26 Ministres (son Gouvernement) tient à se cacher derrière des Comités-Conjoints de Sénateurs-Ministres et Députés, derrière des Commissions Royales d'Enquêtes, derrière des Conseils Économiques du Canada, pour observer des coutumes établies, soi-disant démocratiques, il reste que l'Autorité Suprême au Canada, doit faire son choix immédiat entre continuer d'administrer un pays selon les vieilles méthodes